

Dix ans après la crise bancaire, ou plutôt : la crise morale et spirituelle ?

Un parallèle douloureux pour l'état de notre culture occidentale¹.

Ignace Demaerel

Octobre 2018

Traduction : Michel Gazon

Récemment, il a été commémoré en de nombreux endroits les dix ans de la fameuse crise bancaire qui a ébranlé les économies du monde entier : on l'appelait « la mère de toutes les crises financières ». J'ai lu un article de Rick Joyner dans lequel il analysait en détail le désastre du Titanic (1912) et l'utilisait **comme une parabole**, un avertissement prophétique pour l'état de l'humanité. Elle était douloureusement reconnaissable dans de nombreux parallèles : l'homme apprend-il jamais de ses erreurs et de son orgueil ? La crise bancaire de 2008 est encore plus hallucinante à mon avis : les conséquences ont été dramatiques pour des millions de personnes, et nous étions tout proche d'une catastrophe totale. Ce qui s'est passé sur le plan économique est un parallèle presque parfait avec la crise dans laquelle toute la culture occidentale se trouve spirituellement et moralement. Nous devons donc commencer par expliquer une série de mécanismes économiques, mais il ne s'agit là que d'un préambule nécessaire à l'explication de questions plus importantes.

Le run-up : la « déréglementation », ou : la liberté du renard dans le poulailler

La crise bancaire a été rendue possible par le fait que le gouvernement américain poursuivait une politique de **déréglementation depuis** plusieurs décennies. Auparavant, existaient des règles strictes pour protéger le marché des abus (après le fameux krach de 1930). Mais il va de soi que des règles strictes limitent également la liberté avec laquelle



les banquiers peuvent expérimenter de nouveaux produits et se développer. À l'époque, la profession de banquier était « ennuyeuse ». Plusieurs ministres des finances successifs ont donc, à la demande des grandes entreprises de Wall Street, commencé à assouplir les règles, ce qui a en fait beaucoup plus libéré les marchés pour les banques : elles ont rapidement connu une **expansion énorme**, réalisé des bénéfices incroyables et ont pu verser des bonus absurdes à



¹ Cet article est l'approfondissement d'un petit chapitre (4.8.2) de mon livre '95 propositions sur l'humanisme' (version néerlandophone : '95 stellingen over het humanisme', 2017, Boekscout ; version anglophone : '95 Theses on Humanism', 2018, Wipf and Stock). Mais en même temps, il en exprime toute l'essence en un mot.

leurs top managers. À leurs yeux, il s'agissait d'un « âge d'or ». Certains banquiers ont gagné assez d'argent en quelques années pour ne plus avoir à travailler le reste de leur vie. Mais la liberté signifie aussi la **liberté des loups et des pirates**. Investir, c'était spéculer ou jouer, et le marché boursier est devenu une sorte de casino. Les règles étaient de plus en plus souples. Vous pouviez même spéculer contre le marché et ainsi gagner beaucoup d'argent si le marché s'effondrait (ce qui s'est finalement produit).

Le film documentaire bien illustré « Inside Job » (réalisé par Charles H. Ferguson, 2010) raconte l'histoire en détail et parle de « corruption systématique » dans le système en lui-même. Les problèmes ont commencé lorsque le marché immobilier aux États-Unis a été miné : pendant des années, les banques ont prêté trop facilement à des personnes des montants qu'elles ne pouvaient se permettre. Il n'y avait plus aucun contrôle sur le revenu, parce que les prêts étaient rentables. **Plus le risque était élevé, plus les primes étaient élevées**. Les mécanismes de contrôle avaient été érodés, et si quelqu'un posait des questions critiques à ce sujet, la réponse était du style : « Tout le monde le fait ».

De plus, la réalité était **camouflée** et opaque par la création de « produits complexes » (*titres garantis par des créances* ou CDO) : de gros paquets de prêts immobiliers où des prêts solides et à hauts risques étaient mêlés ; et, en plus, des paquets de tels paquets, etc. Et c'était une stratégie délibérée, pour être capable de reconditionner et de vendre des « crédits poubelles » comme un investissement à d'autres. Les clients ont fini par acheter des actions dans ces paquets, mais personne ne savait ce qu'il y avait dans la « boîte ».

Les grandes agences de notation comme Standard & Poor's ont également noté des produits bancaires comme AAA (très fiable) alors qu'ils étaient douteux et risqués : s'ils donnaient une mauvaise note à un produit, le client allait chez la

concurrence. Cela a créé **une « bulle » énorme** : cet état des choses a été dissimulé au grand public par crainte d'une crise. Et ceux qui étaient dans le système et qui le savaient, se taisaient : tout le monde devait rester positif et nier les faits. La « **bonne nouvelle** »

d'une croissance illimitée et de profits énormes devait se poursuivre.

Certains avaient déjà vu venir cette crise en 2005, mais ils étaient des voix solitaires dans le désert et tout le monde s'est moqué d'eux : le marché immobilier était considéré comme extrêmement stable. Le remarquable film « The Big Short » (Adam McKay, 2015) raconte leur histoire. Les questions critiques au sujet du système

étaient trop menaçantes. Jusqu'au dernier moment, les plus hauts banquiers ont persisté avec le sourire à dire que tout allait bien.

Ce qu'ils avaient fait était non seulement **immoral** (jouer avec l'argent des autres), mais aussi illégal et carrément **criminel** : cacher les faits, cacher la vérité et embellir les chiffres, ce qui mettait en danger tout le système. Le sommet du monde financier était trop entrelacé avec le gouvernement



(qui devait faire les lois) et tous les systèmes de contrôle.

Sans parler de la **décadence** dans ces milieux de la « haute finance » : la consommation excessive de cocaïne ou d'alcool, ou les dépenses dans les bordels de luxe très chers qui étaient déduites comme « frais professionnels ». Je ne peux pas vraiment recommander le film « Le Loup de Wall Street » (2013) à cause d'une surdose de scènes immorales, mais il a malheureusement été réalisé sur la base des mémoires du courtier Jordan Belfort : il montre comment il s'enrichit sans scrupules moraux et organise constamment des fêtes décadentes, avec une multitude de boissons, cocaïne et femmes nues.

La crise bancaire elle-même et ses conséquences



La véritable crise bancaire a éclaté lorsque, le **15 septembre 2008**, la grande banque Lehman Brothers a fait faillite : ses pertes se sont élevées à 80 milliards de dollars. Ce que personne ne pensait possible s'est produit de toute façon : un géant à Wall Street a été renversé. Et personne ne savait combien d'autres suivraient. Parce qu'il y avait

12000 milliards de dollars d'hypothèques en cours aux États-Unis. La banque Bear Stearns a vu sa réserve de liquidités de 17 milliards de dollars épuisée en trois jours. Une **onde de choc semblable à celle d'un tsunami** s'est propagée dans le système financier mondial, jusqu'en Europe (parce que de nombreuses banques européennes avaient acheté des milliards de CDO) et dans le reste du monde. Cette crise a été bien pire que la Grande Dépression de 1930.

Personne ne voyait où se trouvait le cœur du problème et la **méfiance** à l'égard des marchés s'est répandue comme un feu de paille. Les banques n'osaient plus non plus se prêter l'une à l'autre.

En fin de compte, **5 billions de dollars** d'économies, de pensions, d'actions et de valeurs immobilières de personnes ordinaires s'étaient « évaporés », 8 millions de personnes ont perdu leur emploi et 6 millions ont perdu leur maison, et cela aux États-Unis seulement.



Ce jour-là, le gouvernement américain a fait le grand saut pour sauver l'ensemble du système de l'effondrement total et s'est porté garant de l'immense dette : **700 milliards de dollars de l'argent des contribuables** ont été utilisés pour acheter les mauvais produits. La même chose s'est produite dans de nombreux autres pays ; en Belgique, c'était 11,2 milliards.

Cette histoire est qualifiée de « **thriller** » par des politiciens et des économistes de premier plan. Elle aurait pu être bien pire, beaucoup plus de banques auraient pu tomber et tout le système économique aurait pu exploser. Ce n'est qu'en 2014 que le président européen Herman Van Rompuy a osé admettre que nous étions à quelques millimètres de l'implosion totale !

Des analyses ultérieures peuvent facilement indiquer **les erreurs dans le système** : une politique monétaire beaucoup trop laxiste, une prolifération de produits financiers, une opacité (délibérée), des risques élevés, des **montagnes de dettes irresponsables**, l'érosion des mécanismes de contrôle... Auparavant, la norme généralement acceptée était que les banques devaient avoir une réserve de fonds



propres de 25-30% (le rapport des fonds propres sur l'argent emprunté), maintenant elle était passée sous les 2%. Les réinvestissements à long terme ont été financés par des emprunts à court terme. C'est la stratégie politique d'Alan Greenspan, directeur de la Fed (la banque centrale américaine), qu'en situation de crise, la banque centrale et le gouvernement interviendraient et prendraient le risque : en d'autres termes, prendre des risques irresponsables et accumuler des dettes énormes n'était

« plus si mal ».

Les conséquences se sont fait sentir partout, et pas seulement dans le monde bancaire. Les budgets de presque tous les pays riches ont été durement touchés. Tant les interventions visant à sauver le système bancaire que les conséquences de la grave récession qui a suivi ont pesé lourdement. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE (les 30 pays les plus riches), la dette publique a augmenté de 50% entre 2007 et 2013, passant de 74% du PIB à 112%. Le déficit budgétaire de ces pays est passé de 1,3 % du PIB en 2007 à 3,4 % en 2008 et 8,2 % en 2009. Le ratio de la dette totale (c'est-à-dire la dette totale de l'État, des banques et des citoyens) est passé de 300 %



en 1980 à plus de 700 % en 2008. Les conséquences sont toujours présentes aujourd'hui : l'écart dans les budgets publics n'a toujours pas été comblé. Cependant, lorsque l'argent des contribuables est utilisé pour sauver les banques, cela signifie : c'est **l'homme du peuple qui en paie le prix**, et c'est toujours le cas dix ans plus tard.

Par la suite, bien sûr, des appels ont été lancés en faveur de **réformes en profondeur**, mais presque toutes ont été **bloquées**. Le lobbying intense des grandes banques pèse lourdement sur la prise de décision politique (selon notre propre ministre des finances, Johan Van Overtveldt !).

Depuis lors, le système n'a été abordé que dans les symptômes et dans la marge : le **défaut de base lui-même n'a jamais été corrigé**. Même l'enquête sur les « coupables » n'a guère été menée, voire pas du tout, mais plutôt cachée. Ceux qui ont fait exploser le système n'ont jamais reçu la facture : personne n'a eu à rembourser ses bonus, et **personne n'a été puni** (sauf un banquier) ! Toujours dans la City de Londres, les initiés disent que la peur et l'omerta (obligation

« Au cours des 40 dernières années, nous avons créé une sorte de monstre que nous essayons maintenant d'attacher avec toutes sortes de cordes, comme une sorte de Gulliver ».

Joris Luyendijk, journaliste néerlandais

de silence) règnent : poussé par l'envie de s'affirmer (de le faire) et la peur (d'être renvoyé), le système continue de fonctionner.

Les tampons de capital ne représentent encore que 3 à 4 % du capital-investissement (bien que, selon un nouvel accord, ils devraient représenter 7 à 8 %, ce qui est encore très faible). Alors, **quelle garantie** y a-t-il que ce scénario ne se reproduira pas ? Pour être honnête : **aucun !** En 2015, certaines banques ont commencé à vendre des « opportunités de tranches sur mesure » : juste un nom différent pour les CDOs....

Pour que l'économie revienne à un état fondamentalement sain, il faut réduire considérablement la dette, mais les taux d'intérêt augmenteront à nouveau, ce qui est mauvais pour la reprise économique. Les décideurs politiques préfèrent **reporter** ces décisions difficiles **vers un certain avenir** : autrement la génération actuelle en paiera le prix et les politiciens ne seront pas réélus. C'est le côté pervers de la démocratie, et la fine ligne qui la sépare de la démagogie. Qui ose/peut/veut s'attaquer au problème à sa racine ?

Cette histoire douloureuse et stupéfiante est presque trop irréaliste pour y croire. Il est tout simplement choquant de voir à quel point les dirigeants du monde « jouent », jouent au poker avec le destin de millions de personnes et s'organisent de telle sorte qu'ils sortent toujours de la danse.

Et maintenant : l'application de la parabole

Ce qui s'est passé ici sur le plan financier et économique est une parabole stupéfiante de ce qui se passe sur le **plan spirituel et moral** dans toute notre culture occidentale : une crise existentielle profonde et un malaise depuis plusieurs décennies (ou : siècles ?). L'économie n'est pas séparée de l'être humain : même s'il s'agit d'un « système » avec ses propres lois, il a été créé par l'homme et est contrôlé par lui. Il n'y aurait jamais eu de crise bancaire si ses administrateurs s'étaient simplement tenus aux règles normales. Mais la cécité a été occasionnée par des profits et des primes excessifs, et les gens ont alors tendance à « oublier » les règles, les normes et les valeurs. L'argent n'est pas le problème, mais l'avidité pour cet argent l'est. Déjà à l'époque, le premier ministre belge Elio Di Rupo parlait avec indignation au Parlement de « l'avidité des banques ». La corruption financière comprenait la corruption morale et la corruption spirituelle. Étendons brièvement les différents éléments de la « parabole » au monde spirituel.

Notre crise culturelle occidentale a également commencé par un processus de **(1) « déréglementation »**, c'est-à-dire **l'appel à la liberté spirituelle et morale**. Avant cela, les règles du jeu étaient claires et strictes : le christianisme ancien a été pendant 1500 ans la vision unificatrice, l'autorité morale incontestée, avec la Bible comme source des valeurs et des normes. Non pas qu'il y ait eu une société parfaite au Moyen Âge, loin de là : à tous les niveaux de l'Eglise et de la société, il y avait des fissures, le brisement humain était visible. Mais au moins il y avait une unité de la vision du monde, un ensemble de valeurs et de normes généralement acceptées : un seul Dieu, une seule vérité, une seule morale. Les problèmes étaient nombreux, mais le cadre fondamental était considéré comme évident par tous.

Depuis le siècle des Lumières (±1690-1800), les penseurs critiques ont commencé à remettre en question ce système de valeurs et à exiger la liberté des dissidents. Peu à peu, l'Église a perdu son monopole et son emprise sur la culture. Surtout **depuis les années 1960**, l'appel à la liberté a été lancé d'une manière sans précédent comme dans un rapide : mai 68, le mouvement hippie, le flower power, la révolution sexuelle, le mouvement anti-autoritaire. Les



anciennes règles « tronquées et oppressives » ont été qualifiées de « désespérément dépassées ». L'homme se considérait

moralement mûr et jetait tout joug de l'Église ou de Dieu. Les églises se vidèrent rapidement et toute la société fut **sécularisée** : dans l'espace public, toute référence à Dieu ou à la religion fut supprimée. Elle devait être « neutre », c'est-à-dire incolore.

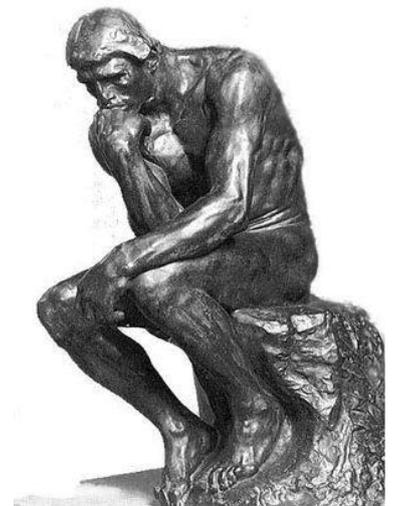


Mais qui ou quoi a comblé ce vide spirituel ? L'**humanisme** est aujourd'hui l'idéologie la plus répandue et la plus dominante qui convient le mieux à une société laïque : ce



n'est pas Dieu, mais l'être humain qui doit résoudre les problèmes. Il s'est placé sur le trône et s'est déclaré souverainement « créateur » de valeurs et de normes morales, qui décide du bien et du mal, du but et du sens de tout. L'humanisme libéral, pour ainsi dire, offre un « cadre de sens » alternatif, mais ce cadre est vide, et l'instruction ici est : chacun le remplit pour lui-même. Ces valeurs humaines sont aussi (in)fiabiles que l'être humain lui-même : elles sont **comme (2) un chèque sans provision**, sans valeur réelle (comparable à la

réserve d'or d'une banque). C'est comme si chaque être humain pouvait imprimer son propre argent sur une presse privée. Parce que Dieu est « ôté », il devient lui-même la garantie de la validité des valeurs. Mais... l'homme ne peut même pas garder ses propres valeurs et normes : il n'est pas exactement un rocher au milieu des vagues, mais plutôt une girouette qui tourne selon les vents. La « bonté de l'être humain » en tant que base de capital est beaucoup trop étroite ! Et la raison ou la science ne peuvent malheureusement pas nous aider du tout : avec la raison vous pouvez trouver des arguments pour chaque point de vue, et : tout ce que vous analysez rationnellement s'effondre. L'être humain en tant que nouveau dieu n'est pas une alternative vraie (ou : vraiment pas une alternative).



La « **dérégulation** » du **marché idéologique** est complète à notre époque : il y a une liberté totale de religion, mais est-ce une bénédiction sans désavantage ? Au moins, cela a l'inconvénient que n'importe qui peut dire la plus grande absurdité comme s'il s'agissait d'une vénérable religion, et le marché est inondé de faux et de démagogie. On l'appelle si joliment « pluralisme » et « multiculturalisme », mais il est en fait devenu un marché aux puces, un refuge gratuit pour les charlatans qui y



sentent l'argent. Dans la pratique, le vide est comblé par tout : thérapies et techniques exotiques et orientales, horoscopes, zen et yoga, ou une multitude de **dieux séculiers**, pouvoirs et 'stars', nouveaux messies, idoles hollywoodiennes, politiciens, amusements, shopping, gastronomie, culture, philosophie, voyages, football, sport, santé... on peut vraiment tout transformer en religion.

Dans notre culture, il n'y a plus de vision commune à long terme ou de système de valeurs communes, mais une fragmentation totale. Depuis le **postmodernisme**, nous avons cru aveuglément au « dogme » selon lequel chacun a sa propre vérité, mais quel raisonnement tordu est-ce là ? Dans aucun domaine de la vie ou de la société, nous n'acceptons le « chaos comme une politique », ou un manque de vision/leadership/direction, mais précisément dans le domaine le plus déterminant nous l'acceptons. Une politique monétaire laxiste n'est qu'une erreur préscolaire par rapport au **laxisme spirituel** de notre culture. Car qui se pose encore à haute voix les questions fondamentales et existentielles : « Pourquoi faisons-nous tout cela ? Y a-t-il quelque chose de plus haut ? La vie a-t-elle un sens ? Existe-t-il un plan supérieur ? Un planificateur ? » Les réponses à ces questions déterminent tous nos choix de vie majeurs et mineurs. Depuis que notre culture a mis de côté la réponse traditionnelle, un vide gigantesque s'est installé, et certains dansent dans ce chaos organisé.



Le problème sous la crise bancaire est donc avant tout spirituel : la question « Quelle est votre plus grande valeur, c'est-à-dire votre dieu ? » détermine toutes nos règles de conduite. Lorsque le « Dieu officiel » est jeté dehors, c'est généralement le mammon qui prend le relais : le dieu de l'argent et de la possession, le focus sur l'ici et le maintenant et sur les certitudes matérielles. Dans le monde de la haute finance, l'**argent** était **le bien le plus élevé**, comme dieu le plus haut : la « croissance économique illimitée » était le premier commandement et le dogme principal, et « se délecter de l'argent » était le paradis terrestre. Wall Street était la walhalla de la **religion-mammon**, la Mecque pour tous ceux qui voulaient s'enrichir très vite... Mais Mammon a aussi ses propres valeurs et commandements ! Quand l'argent devient le dieu suprême, cela signifie que **toutes**

les autres valeurs :

l'honnêteté, la justice, l'humanité, peuvent être dûment mises de côté si elles entravent les intérêts matériels. Pour dire les choses crûment : on peut marcher sur des cadavres. Jésus l'appelle donc « le mammon injuste » (Luc 16,11), le plus grand concurrent de Dieu : « Vous ne pouvez servir deux maîtres » (Matthieu 6,24), car ses valeurs et normes sont incompatibles avec le Dieu biblique.



Pendant des décennies, les cercles des hautes finances ont prôné une **séparation** totale **de l'économie et de la spiritualité** : « Le monde de l'argent doit être séparé de la morale et de la religion : des règles différentes de la « douce charité » s'appliquent ici. C'est un monde de requins, un monde dur comme le roc où seuls les chiffres comptent ». Mais une crise bancaire montre exactement ce qui se passe quand on fait cela : « amoral » devient « immoral » et tout le système s'effondre. Lorsque les valeurs morales fondamentales sont absentes ou contournées par les décideurs du secteur, il en résulte un système pervers, une culture de la cupidité impudente, un enrichissement illimité, une spéculation irresponsable et le jeu avec l'argent de millions de personnes, leurs emplois et leurs maisons. Le capitalisme économique ne semble pas avoir de mécanisme pour arrêter le **déraillement**. La cupidité ne se limite pas elle-même. Et les **(4) mécanismes de contrôle sont**



également vidés et corrompus, parce que dans une société humaniste l'homme ne peut être contrôlé que par... lui-même ! Ce que nous voyons dans le monde économique n'est pas essentiellement différent de ce que nous voyons dans d'autres domaines : l'être humain est le même partout. L'intérêt personnel à courte vue est encore et toujours un motif plus fort que la charité désintéressée. La devise

est « profiter au maximum maintenant », même si l'implosion menace les générations futures.

Pour une raison plus fondamentale, l'économie a aussi plus à voir avec les valeurs spirituelles ou morales qu'on ne le croit à première vue. J'ai entendu un jour un manager de la banque nationale dans le bâtiment même de la bourse de Bruxelles expliquer quelle est la mission principale de la banque nationale : « Maintenir la confiance » ! Je gloussai à l'intérieur de moi et pensai : « Cela semble très religieux ». La confiance est exactement la même chose que la foi. **Tout le système économique est construit sur la foi** : non pas dans la fiabilité de Dieu, mais du système économique, dans la stabilité de la monnaie. Lorsque les gens perdent confiance dans la monnaie (et vident ainsi massivement leur compte d'épargne), tout

s'effondre comme un château de cartes. Notre monde séculier est aussi plein de « foi ».

Un vide spirituel entraîne aussi **un vide moral** : personne - selon l'humanisme - n'a le droit de se placer au-dessus des autres et de lui imposer des règles. Seul le gouvernement peut encore décider d'une sorte de minimum moral (qui se limite au comportement extérieur), mais pour le reste la **morale est « privatisée »**. L'Église, en tant qu'autorité morale, a été résolument rejetée. S'il existe encore une autorité morale quelque part, elle est déchiquetée, fragmentée, temporaire ou définie par la mode. Dans tous les cas, les gens sont libres de choisir leurs modèles de rôle en fonction de leurs préférences et de leurs goûts, puis ils décident de les suivre ou non au jour le jour. Quiconque veut « imposer » des règles morales aux autres est un chevalier moral - c'est la pire insulte aujourd'hui. Mais lorsqu'il n'y a plus de cadre, la morale glisse automatiquement dans l'opportunisme. Déclarer la liberté morale signifie que chacun doit désormais s'autoréguler. Mais quel degré de confiance avez-vous que votre prochain se limitera et se contrôlera lui-même ? Euh, pourquoi verrouiller votre porte d'entrée, votre voiture ou votre vélo, et sécuriser votre compte bancaire et vos mots de passe sur internet... ? Et une question encore plus douloureuse : vous limitez-vous et vous contrôlez-vous-même toujours ?

Et lorsqu'il s'agit de la liberté de se fixer ses propres normes morales, on entend tout autant aujourd'hui les opinions les plus opposées s'affronter farouchement : alors que dans le passé l'avortement était généralement considéré comme un « meurtre » et un « crime », d'autres vont le présenter comme un « droit » et un « bénéfice ». En d'autres termes

(5) la boussole morale de notre culture tourne dans toutes les directions, **tourne sans cesse**.

La valeur 'tolérance' peut également être invoquée pour tout et pour son contraire. Par exemple, pendant la révolution sexuelle, on l'utilisait pour propager une immoralité profonde : on n'était moderne, « in », « avec le temps » que si l'on était ouvert d'esprit et que l'on pensait que « tout devrait être possible ». La vague de divorces depuis lors en **a été le fruit amer** : en 1960, 1 mariage sur 15 en Belgique s'est terminé par un divorce, et en 2013, 1 sur 2.



Il est remarquable qu'en quelques décennies, les valeurs elles-mêmes soient devenues « génétiquement manipulées » : d'abord la **terminologie** a commencé à être « adaptée » et embellie pour rendre les autres pratiques plus acceptables. **Le décalage, la réduction de l'étalon** devaient être **camouflés (6)**. Parce qu'à notre époque, l'emballage représente environ 90% du produit. Le respect de la « dignité humaine » ou « respect des personnes » a été cité comme argument en faveur d'une injection létale pour les personnes âgées. Ce qui était considéré comme moralement répréhensible est aujourd'hui appelé « miséricorde » et « assistance ». Et ceux qui défendent la vie sont appelés maintenant



« sans amour ». Ceux qui voulaient légaliser l'avortement cherchaient un mot plus « sympa » comme « interruption de grossesse » ; mais cela créait l'illusion qu'elle n'était « interrompue » que pendant un moment et continuerait ensuite (un terme trompeur). Parce que blâmer la mère est pire que tuer un enfant à naître.

Chaque jour, nous remarquons **beaucoup de tromperies et de distorsions dans la communication des médias** à ce sujet : le « respect » et la « tolérance » ont dégénéré en slogans, sans que personne ne pense à ce qu'ils signifient. On appelle à « mon corps, mon choix, ma liberté » comme argument en faveur de l'avortement, alors que tout le monde sait que le fœtus n'est pas un appendice du corps de la mère, mais un corps différent en elle. L'avortement en tant que « droit » des femmes ? Depuis quand est-ce un droit de tuer son propre enfant ? Une telle **inflation des mots** masque une **dévaluation** profonde **de la vie humaine**. Mais tout le monde est aspiré dans cette spirale, et **(7) les questions critiques fondamentales sont à peine posées**. « Est-ce qu'on s'en sort bien ? Cette politique n'est-elle pas trop laxiste ? Combien de temps ça peut encore continuer ? »

Tout comme la crise bancaire a été causée par **(8) trop d'investissement avec l'argent emprunté**, il en va de même pour la crise philosophique. Les valeurs humanistes sont toutes inspirées du christianisme, mais Dieu en a été exclu. Ces valeurs fonctionnent-elles encore quand vous coupez les jambes ? Combien de temps les feuilles de l'arbre resteront-elles vertes après avoir coupé la racine ? Vous pouvez construire une belle villa sur le sable, mais combien de temps y restera-t-elle ? L'homme peut-il prendre la place de Dieu ? Peut-il garantir la solidité du système ? Jusqu'où peut-on aller avec de l'argent emprunté sans se retrouver dans un monde purement virtuel ?

Dans le cadre de cet appel général à la liberté, l'idéal d'une **éducation anti-autoritaire** a également été lancé. Selon les principaux psychologues, dire « non » à votre enfant pourrait lui causer des dommages psychologiques à vie. Cette « éducation libre » a donné naissance à toute une génération d'enfants indisciplinés, sans gouvernail, incontrôlables, gâtés et finalement malheureux. Les conséquences ne sont devenues perceptibles qu'avec la génération suivante qui doit en recoller les morceaux. Les listes d'attente dans les services spéciaux de protection de la jeunesse en disent long et les mesures prises semblent pouvoir se comparer à éteindre un incendie de forêt avec un seau d'eau et ne pas vouloir s'attaquer à la source de cet incendie ! Car **(9) le prix de notre liberté est payé par la prochaine génération**.

Cela s'applique aussi de manière littérale: **le coût social (la facture)** de ce que le gouvernement paie pour nettoyer les ordures, se chiffre en milliards. Toutes les dépenses supplémentaires pour lutter contre la criminalité, pour les prisons, les soins psychologiques et psychiatriques, la sécurité publique, tout le secteur social, les tribunaux : vous et moi en payons le prix en tant que contribuables ! C'est typiquement le slogan du socialisme : le gouvernement paiera - 'alors vous et moi n'avons pas à le faire'. Le gouvernement en tant que grand Saint

Nicolas qui doit constamment battre en brèche et intervenir à cause de la stupidité des gens... mais en fin de compte nous payons la facture quand même.



Jusqu'à quel point cela peut-il aller avant que cela ne devienne complètement impayable? Êtes-vous prêt pour quelques chiffres ? En Belgique, il y a 1800 suicides par an (5 par jour) - mais le nombre de tentatives est beaucoup plus élevé (en Flandre seulement 10.360, soit 28 par jour). En termes purement économiques, cela représente une perte de 3,8 milliards par an pour la société. 1,2 million de Belges (10%) utilisent des antidépresseurs (320 millions de doses en 2015, et l'utilisation d'antidépresseurs est en augmentation chez les jeunes en particulier), et 370.000 utilisent des antipsychotiques ; la coôte pour le remboursement de l'assurance maladie en 2015 était de 219 millions €. ± 10% des Belges ont une 'consommation problématique d'alcool'. Pour ce qui est du nombre de personnes dépendantes au jeu , il y en a 386 000 « à risque » et 80 000 « problématiques ». 28 000 personnes sont en surmenage (burnout) (c'est-à-dire malades depuis plus d'un an) et 405 000 sont malades de longue durée (un doublement depuis 2000 ; selon la Commission européenne, les **burnouts** coûtent environ 272 milliards par an à l'économie). Les prisons regorgent de 11 000 détenus ; le coût annuel pour le système pénitentiaire est de 505 millions (bâtiments non compris, soit 124 € par détenu et par jour). Sans parler de tous les coûts de la police, des tribunaux, des avocats, des services sociaux, des CPAS, des allocations.... La note ?? Beaucoup, beaucoup, beaucoup de milliards !



Mais le coût financier devrait en fait être le moindre des soucis. Qu'est-ce que tout cela fait aux victimes ? **La douleur émotionnelle** ne peut pas être mesurée, ne peut pas être exprimée en argent. 25 000 divorces par an sont autant de drames émotionnels - disons des « traumatismes » : l'homme et la femme sont déchirés de tout leur cœur et cruellement, vivent l'enfer et c'est encore pire pour les enfants. Mariages et relations brisés, familles brisées, **vies brisées, dépressions**, suicides, vide et solitude... Notre bonheur national brut va profondément dans le rouge. L'une des choses les plus tristes à propos de l'euthanasie, c'est que tant de gens (2300 en 2017) choisissent de mourir volontairement : nous sommes au sommet du monde en termes de soins de santé et de confort, et pourtant des milliers de personnes préfèrent mourir chaque année ; n'est-ce pas tragique ? Qu'est-ce que cela dit sur notre civilisation ? Et malgré cela, certains pensent qu'un monde sans Dieu devient plus humain !

Conclusion

Sous la crise bancaire, il y avait une crise morale, et sous celle-ci, une **crise** encore plus profonde : **une crise philosophique ou spirituelle**. Tout le monde sait qu'une crise bancaire peut se reproduire, voire un effondrement total de l'ensemble du système économique est possible (si la croyance en elle disparaissait complètement). Mais il en va de même pour toute la culture occidentale. Dans son analyse de la crise

bancaire, le journaliste néerlandais Joris Luyendijk (dans Knack 18-2-2015) décrit la **vulnérabilité de notre société**, et la compare à un avion plein de passagers qui vole en pilote automatique : tout le monde est confortable et sans souci, mais si quelque chose tourne mal, personne n'a le contrôle, la supervision, car il n'y a **plus de pilote** aux commandes ! C'est vrai pour le monde financier, mais encore plus pour la morale et la spiritualité : le grand Pilote a effectivement été licencié, mais le plan de vol a également été jeté, et le manuel d'utilisation aussi. Personne ne sait plus où va l'avion, ou qui peut décider de sa destination: personne n'est même d'accord sur les procédures pour déterminer qui détermine le cap à suivre. C'est l'anarchie organisée.



Les valeurs laïques et humanistes sont à première vue proches des valeurs chrétiennes, parce qu'elles en sont dérivées, mais la base capitaliste qui les soutient, le taux de couverture, a été complètement érodée. Il y a donc aujourd'hui une

(10) bulle spirituelle énorme: toutes les valeurs spirituelles se sont évaporées, ont disparu. Même lorsque nous utilisons encore des mots spirituels, nous signifions quelque chose de complètement différent : par exemple, lorsque des gens parlent de « Dieu », ils ne signifient qu'un vague « quelque chose », une puissance impersonnelle, une énergie omniprésente. Il est caractéristique



d'une bulle de savon qu'ils doivent éclater à un moment. Personne ne sait combien de temps cela peut durer : un système moisi peut parfois sembler « résistant » et survivre très longtemps. Tant qu'il y aura assez de bonne volonté chez assez de gens dans ce monde, tout continuera à fonctionner raisonnablement bien. Mais à mesure que la pression augmente, de plus en plus de personnes abandonneront leur altruisme pour révéler leur nature égoïste et perdront le contrôle d'eux-mêmes. Et puis la spirale descendante peut soudainement aller plus vite qu'on ne le croit possible. Pendant ce temps, les **(11) voix prophétiques** qui avertissent « Cela devient incontrôlable. Ce n'est pas la voie à suivre », **sont ridiculisées comme des chevaliers moraux démodés**, des conservateurs religieux, des prophètes de malheur. Ils sont réduits au silence, bannis des médias. Personne ne veut entendre de tels messages, et encore moins y penser. C'est le cas depuis des milliers d'années, mais aujourd'hui, les techniques de tromperie sont devenues de plus en plus sophistiquées.

Et à la fin, comme toujours, le **commun des mortels en paiera à nouveau le prix**: il vit au milieu du chaos et de la confusion spirituelle, d'un champ de bataille émotionnel et relationnel, gémit de fatigue et d'épuisement, perd confiance en tous les leaders et institutions, est de plus en plus rejeté sur lui-même, voit le nihilisme ou des éruptions de violence insensée tout autour de lui. Il voit tout ce qui l'entoure se désintégrer et se fragmenter de façon dramatique, y compris en lui-même. Nous savons qu'il y a des icebergs, mais le Titanic va-t-il changer de cap ou ralentir ? Aucun signe ne l'indique pour le moment. Ni dans le monde financier, ni dans le monde spirituel. Après tout, le « capitaine » a été licencié depuis longtemps, le manuel et le livret de procédures ont été jetés par-dessus bord... Combien de temps l'orchestre va-t-il continuer à jouer joyeusement ?

